

« Faisons attention à la paix sociale ! »

SOCIAL Olivier Valentin (CGSLB) inquiet

ENTRETIEN ■

Un syndicat libéral pourrait se trouver en phase avec une coalition à forte dominante libérale. Pourtant, le nouveau secrétaire national de la CGSLB, Olivier Valentin, se dit inquiet.

Chaque jour, de nouvelles pistes sociales et fiscales sont sur la table. Vous voyez des choses qui vous dérangent ?

Nous voyons beaucoup de ballons d'essai. Des pistes lancées dans le public pour tester les réactions. Ce sont des choses qui ne sont manifestement pas abouties. Il y a des accords de principe, mais tout cela reste confus, il est donc difficile de se positionner. Nous jugerons sur pièces. Il y aura des choses négatives, mais sans doute aussi des réformes nécessaires. Il faudra aussi avoir le courage de souligner les points positifs.

Il y a des choses que vous voulez voir dans cet accord ?

Il doit être question de pouvoir d'achat. Les gouvernements précédents ont stoppé l'évolution des salaires depuis 6 ans. Il faut aujourd'hui trouver les moyens de l'augmenter pour les bas et les moyens revenus. Les gens manquent aujourd'hui de capacité d'épargne.

Le saut d'index, la hausse de la TVA ?

Ce sera difficile pour nous.

Réduire les charges des entreprises ?

C'est une bonne chose si cela rend nos produits moins chers, mais il faudra cadrer tout cela, pour que cela ne serve pas à augmenter les dividendes mais que cela crée aussi de l'emploi. Il faut des obligations de résul-

tat. Il faut que ces aides soient conditionnées à ces créations d'emploi ou des hausses de pouvoir d'achat.

Vous êtes un syndicat libéral. Vous vous sentez plus proches de la coalition à venir que de la précédente ?

Pour nous, l'important, c'est le résultat. Mais j'insiste : il faut préserver la paix sociale. Si la réforme des pensions se fait sans concertation avec les employeurs et les syndicats, si l'on n'implique pas les partenaires sociaux dans cette réforme, elle va échouer. Si la paix sociale est brisée, franchement, cela ne fera pas avancer le pays.

Vous lancez un appel aux quatre partis de la coalition ?

Oui. Il ne faut pas qu'ils mettent de l'huile sur le feu. Il faut se rappeler que dans les électeurs de ces partis, il n'y a pas que des chefs d'entreprise. Il y a aussi des travailleurs et des allocataires sociaux, et ils sont nombreux. Sans paix sociale, il n'y aura pas de gouvernement stable.

C'est une menace ?

On jugera sur pièces. ■

**Propos recueillis par
BERNARD DEMONTY**